

Le climat politique au Burundi s'alourdit dangereusement

@rib News, 13/06/2014 â€ Source Le Soir La peur gagne du terrain au Burundi Le carnet de Colette Braeckman - 10 juin 2014 Restrictions à la liberté de la presse, arrestation du plus connu des défenseurs des droits de l'homme, Pierre Claver Mbonimpa, accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat, mandats d'arrêt contre des opposants politiques, d'exécutions extrajudiciaires Le climat politique au Burundi s'alourdit dangereusement et la fuite d'un document confidentiel émanant de la BINUB (Mission des Nations unies au Burundi) a rappelé de mauvais souvenirs, vingt ans après le génocide au Rwanda : reprenant plusieurs sources convergentes, ce rapport accusait le parti au pouvoir, CNDD-FDD, (Conseil national pour la défense de la démocratie) d'avoir distribué des armes aux « Imbonerakure » groupes de jeunes « sportifs » organisés en milices et de les avoir entraînés dans des camps situés en territoire congolais. Selon de nombreux témoignages, les « Imbonerakure » restent en majorité sur les collines et ils inspirent une peur telle que bien des citoyens n'osent plus circuler dès la tombée de la nuit.

Après la publication du rapport cependant, les Nations unies, depuis New York, ont fait marche arrière et refusé de confirmer les accusations. Mais le mal était fait : la crainte d'un deuxième génocide plane désormais sur le Burundi. La comparaison avec le Rwanda de 1994 ne résiste cependant pas à l'analyse, pour une raison essentielle : les fractures d'aujourd'hui n'ont pas le clivage ethnique. Certes, le parti Uprona, qui représente les Tutsis et participe aux institutions et au gouvernement en vertu des accords de paix d'Arusha, s'est opposé au gouvernement refusant une modification de la Constitution. Mais il est loin d'être le principal adversaire du parti au pouvoir. En effet, arrivant au terme de deux mandats présidentiels, le CNDD-FDD se comporte de plus en plus comme un parti unique. Les autres formations recrutant parmi les Hutus, le FRODEBU, (Front pour la démocratie au Burundi) et surtout le FNL (Front national de libération), le dernier des mouvements rebelles à être rentré d'exil, concentrent la main mise sur les institutions, la corruption d'une nouvelle élite, plus « gourmande » encore que les précédentes. Autrement dit, le climat selon lequel les Tutsis seraient les seuls oppresseurs a depuis longtemps volé en éclats : la majorité hutue a aujourd'hui découvert qu'un pouvoir hutu pouvait lui aussi accaparer les richesses et pratiquer le clientélisme ! D'autres facteurs encore infirment la comparaison avec le Rwanda de 1994 : formée par des années de combat démocratique et par d'interminables négociations de paix, modelée par deux décennies de présence internationale, la société civile burundaise est demeurée active et vigilante. Disposant de nombreux relais dans le pays et à l'étranger, s'appuyant sur une presse dont la liberté de ton résonne dans la région, c'est sans arrêt qu'elle dénonce scandales et malversations. Malgré les intimidations, -comme l'arrestation de Pierre-Claver Mbonimpa- un véritable contre-pouvoir existe. Par ailleurs, malgré la corruption et les tendances policières de certains de ses dirigeants, le parti au pouvoir lui-même n'est pas homogène. De nombreux militants sont en désaccord avec l'aile dure, qui souhaiterait à tout prix modifier la Constitution (malgré l'échec d'une première tentative) et permettre au président Nkurunziza de se présenter et d'obtenir un troisième mandat. En outre, selon des observateurs familiers d'un milieu rural où se retrouve l'immense majorité de la population, le parti au pouvoir demeure crédité de réelles avancées sociales : la gratuité de l'enseignement primaire et la multiplication des nouvelles écoles, l'accès aux soins gratuits pour les jeunes mères et les femmes enceintes. Même si les acteurs assurent que ces bénéfices sociaux sont des coquilles vides et que la qualité des services publics est en chute libre, les plus pauvres des Burundais gardent le sentiment que les anciens rebelles du CNDD sont les premiers à s'être réellement soucieux de leur sort. « Si le président sortant, Pierre Nkurunziza, se présente pour un troisième mandat, violant ainsi la Constitution et l'esprit des accords de paix d'Arusha, il sera grâce au vote massif des campagnes » nous assure un agronome. La bombe foncière à Bujumbura par contre, outre la question électorale, un autre sujet, moins médiatisé, est tout aussi crucial : le problème foncier. Rappelons que les accords de paix, dans la perspective du retour d'exil de centaines de milliers de Hutus réfugiés essentiellement en Tanzanie avaient prévu la mise en place de la CNTB, Commission nationale des terres et autres biens, chargée d'examiner les titres de propriété de personnes qui, à la suite des grands massacres de Hutus en 1972, avaient été chassés du pays. Le nouveau président de cette commission, l'abbé Sarapion, est accusé de partialité et, si dans les campagnes, des arbitrages au sujet des terres réclamées ont mené à des solutions à l'amiable, à Bujumbura, les revendications ont pris un tour beaucoup plus aigu. Non seulement la CNTB est accusée de corruption, de jugements arbitraires, d'expropriations non fondées, mais on assiste à des chocs frontaux entre une part la petite et moyenne bourgeoisie de la capitale, qui compte de nombreuses familles tutsies redoutant d'être expropriées, et de l'autre des exilés hutus de 1972 qui reviennent en brandissant d'anciens titres de propriété. Or en 40 ans, les maisons ont eu le temps de changer plusieurs fois de propriétaires et les occupants les plus récents exhibent eux aussi des documents parfaitement légaux ! L'inquiétude des citoyens, parmi lesquels de nombreux Tutsis, pourrait susciter la renaissance des milices « Sans Eché » et autres groupes paramilitaires. Incertitude sur les perspectives électorales, emprise croissante du parti au pouvoir, problèmes fonciers : même si les autorités souhaitent son départ, la Mission des Nations unies au Burundi estime que sa présence est plus nécessaire que jamais.